

Les plans de l'OTAN pour une domination mondiale totale et l'État bunker | Nel Bonilla

L'Occident collectif est-il en plein désarroi en raison de son absence de réflexion à long terme ? Ou bien tout cela n'est-il qu'une mascarade, et les cerveaux derrière tout cela sont-ils simplement très doués pour dissimuler ce qui se passe réellement ? Eh bien, nous pourrions connaître une période encore plus mouvementée que nous le pensions, non pas parce que les dirigeants occidentaux sont brillants (ce sont pour la plupart des imbéciles), mais parce que la structure sociologique sous-jacente n'est pas aussi court-termiste qu'on pourrait le croire. Nel Bonilla, autrice de Worldlines, explique son cadre théorique de l'« État-bunker » et pourquoi elle considère l'OTAN 3.0 comme un tournant vers une intégration militaire plus poussée. Avec Pascal Lottaz, elle discute de l'évolution de l'OTAN, de l'industrie de la défense européenne, de la guerre par procuration, de la conscription, des dépenses publiques, de l'« Occident global » et des moyens par lesquels les mouvements pour la paix, le travail et la neutralité pourraient résister à ce changement. Article de Nel :

<https://worldlinesletter.substack.com/p/nato-30-the-transatlantic-cage-and> Autres liens : Worldlines – Les fils qui relient la géopolitique : <https://worldlinesletter.substack.com> Nel Bonilla sur NachDenkSeiten : <https://www.nachdenkseiten.de/?gastautor=nel-bonilla> Substack de Neutrality Studies : <https://pascallottaz.substack.com> Produits dérivés : <https://neutralitystudies.com/shop> Don : <https://neutralitystudies.com/donate> Horodatages : 00:00 Introduction et l'État-bunker 04:54 L'OTAN 1.0, 2.0 et 3.0 16:04 L'OTAN est-elle un nœud ou un moteur ? 18:21 Transformation sociale silencieuse en Europe 32:15 Le sommet d'Ankara et la production d'armes 44:11 Préparation à la guerre et guerre par procuration 51:03 L'objectif final : un « Occident global » 54:47 L'État-bunker et le contrat social 57:38 Mouvements pour la paix et alternatives

#Pascal

Bon retour à toutes et à tous dans Neutrality Studies. Aujourd'hui, nous retrouvons Nell Bonilla, l'autrice de l'excellent Substack Worldliness, avec une mise à jour. Elle vient tout juste de publier une autre analyse vraiment, vraiment remarquable. Nell fait partie de ces esprits brillants qui produisent toujours de très longs textes, mais qui expliquent en réalité énormément de choses sur les affaires internationales. Elle a intitulé celui-ci : « OTAN trois point zéro : la cage transatlantique et l'essor de l'État bunker. » Nell, bon retour parmi nous.

#Nel Bonilla

Eh bien, merci de m'accueillir à nouveau ici. Merci.

#Pascal

La dernière fois que nous avons parlé, nous avons déjà abordé votre concept d'État-bunker. Mais, pour en refaire très brièvement le point, pouvez-vous nous dire ce que c'est, puis comment vous le reliez à ce que vous appelez l'OTAN 3.0 ?

#Nel Bonilla

Oui, oui, bien sûr. Donc, l'État-bunker est un cadre théorique que je développe. Il s'agit, au fond, de la manière dont l'État moderne, ou l'État tel que nous le connaissons, connaît actuellement une transformation qualitative. Et cela vaut surtout dans les pays qui relèvent, disons, de l'ordre hégémonique dirigé par les États-Unis, ou quel que soit le nom qu'on veuille lui donner. Les changements qualitatifs que l'on peut y observer sont, par exemple, que l'État, en tant que fournisseur de biens publics, et la planification étatique, qui visent normalement à accroître le bien-être et à garantir de bonnes conditions de vie, se transforment pour s'orienter vers la sécurisation et la militarisation. Et puis, en outre — ou même à cause de cela — les citoyens, la population intérieure, ne sont plus des citoyens, des sujets de droits. Ils deviennent des objets de sécurité.

Et tout ce qui les concerne est exactement comme chaque partie de la société et du pays lui-même : c'est désormais un objet de sécurité, sécurisé, militarisé à des fins de guerre, de conduite de la guerre, ou de préparation à la guerre — une guerre hybride et permanente. Un autre aspect du cadre de l'État-bunker, c'est que chaque pays, et même chaque région, n'est plus exactement un pays simplement souverain et autonome. Il devient une sorte de nœud. Et l'objectif de ce réseau, c'est donc cette guerre hybride. Et contre qui ? Eh bien, puisque cette transformation vient, disons, des couches dirigeantes américaines et transatlantiques, de nos élites, elle vise essentiellement leurs soi-disant concurrents ou rivaux. Plus précisément, la Chine et la Russie, l'Iran aussi dans une certaine mesure, et bien sûr toute nation qui s'aligne sur eux, par exemple au sein des BRICS, et ainsi de suite.

C'est donc, en gros, l'État bunkerisé. Et quel est le lien avec le virage vers l'OTAN 3.0 que nous avons observé lors du sommet de l'OTAN à Ankara ? Eh bien, l'OTAN 3.0 institutionnalise, impose déjà ces différents changements dont j'ai parlé : la militarisation, y compris de la population elle-même ; le fait de ne plus considérer le contrat social comme portant sur les droits du citoyen, mais plutôt de se demander : d'accord, que peut faire le citoyen pour préparer la guerre ? Tout cela fait aussi partie de ce virage vers l'OTAN 3.0.

#Pascal

Ne demandez pas ce que l'OTAN peut faire pour vous. Demandez-vous ce que vous pouvez faire pour l'OTAN. J'ai eu des discussions avec d'autres chercheurs, dont l'un d'eux, Jonas Tögel, un chercheur allemand, qui étudie de très près les documents que l'OTAN publie sur la guerre cognitive. L'OTAN y dit explicitement : « Écoutez, nous devons cibler notre propre population, n'est-ce pas ?

Nous devons nous assurer que... enfin, le cerveau de nos concitoyens est le champ de bataille, et nous devons combattre sur ce champ de bataille. » Cette façon de concevoir ce qu'est le citoyen, et la manière dont il doit être intégré à l'ensemble du dispositif de défense... enfin, c'est une offensive, c'est une structure de guerre. La défense, c'est ce mot agréable et rassurant pour parler, en réalité, de guerre, d'offensive, de mort et de destruction. Mais comment décririez-vous l'évolution de l'OTAN ? L'OTAN version un point zéro, de quarante-neuf jusqu'à, en gros, quatre-vingt-neuf ou quatre-vingt-onze, l'OTAN de la Guerre froide. Puis l'OTAN réinventée du moment unipolaire. Et maintenant, l'OTAN du moment multipolaire. Pouvez-vous nous parler un peu de ce basculement ?

#Nel Bonilla

Oui, bien sûr. Ce changement est très intéressant, parce qu'il s'est fait lentement, et qu'il a eu, presque dès le début, une certaine direction. Et l'OTAN 3.0 en est donc, au moins pour l'instant, l'expression la plus honnête. L'OTAN 1.0, appelons-la l'OTAN de la guerre froide, c'était davantage... enfin, elle est née après la Seconde Guerre mondiale, et il s'agissait surtout de chercher à aligner les élites européennes, ou les couches dirigeantes — les élites politiques, les élites militaires — sur les États-Unis, à les intégrer dans l'orbite américaine, dans sa sphère d'influence, si l'on veut. Il s'agissait aussi, en partie, d'empêcher toute forme de rapprochement, ou toute tentative de travailler avec l'Union soviétique, ou avec tout État qui lui était aligné. Et même, pourrait-on dire, de neutraliser les idées socialistes qui étaient alors populaires dans les différents pays européens. Donc tout cela, je veux dire, c'était l'un des objectifs fondamentaux de l'OTAN pendant la guerre froide.

Mais même à cette époque-là, enfin, je ne le savais pas, mais en faisant mes recherches, je l'ai constaté. Il y avait déjà cette idée d'une division du travail entre les États-Unis et l'Europe. J'ai donc trouvé — et j'en parle dans cet essai — un mémorandum de mille neuf cent cinquante-neuf qui évoque un transfert de charges. Il vient du secrétaire adjoint à la Défense. Et il dit essentiellement, et je cite le secrétaire à la Défense Wilson, que les États-Unis concentreraient leurs efforts d'assistance militaire sur les armes avancées, en demandant aux Européens d'assumer une responsabilité croissante, voire complète, pour l'entretien récurrent de leurs propres forces et pour leurs besoins en matériel conventionnel. Autrement dit, cela signifie que les États-Unis se concentraient sur les armes avancées, y compris, par exemple, les armes nucléaires.

C'est un peu ce qu'on appelle la couche stratégique, la couche des armes stratégiques, et ainsi de suite. Et l'Europe, de son côté, aurait dû se concentrer sur l'absorption du fardeau économique, en disposant de troupes conventionnelles, en menant des projets communs avec les États-Unis, notamment autour de leurs armes, en achetant auprès d'eux, auprès de leurs industries. Eh bien, d'après ce document, c'était l'idée au moins depuis mille neuf cent cinquante-neuf. Je pense que c'est en partie parce qu'à l'époque, ils pensaient, ou avaient cette intuition : voyons quand l'Europe, après avoir été dévastée par les guerres mondiales, sera peut-être prête à assumer le fardeau du projet stratégique hégémonique des États-Unis. Même s'il faut dire que, bien sûr, différentes élites politiques européennes, et autres, convergeaient déjà auparavant vers ce projet, si l'on peut dire. Donc, cela, c'était pendant la guerre froide.

#Pascal

Juste une petite note très rapide. La meilleure façon de soutenir cette chaîne, c'est de vous inscrire à mon Substack gratuit. Vous pouvez aussi nous aider avec un abonnement payant, ou vous procurer certains de nos nouveaux produits dérivés sur neutralitystudies.com. Les liens sont ci-dessous. À bientôt là-bas.

#Nel Bonilla

Puis, pendant ou après la guerre froide, et même un peu avant, c'est très intéressant. Évidemment, il s'agit désormais de ces opérations hors zone. Mais ce que j'ai trouvé, par exemple dans un communiqué de 1980... Le contexte, c'était bien sûr notamment la révolution iranienne. À l'époque, les États-Unis n'avaient pas encore découvert le GNL, et tout ça. Ils avaient donc vraiment, vraiment besoin de pétrole. Et avec la révolution iranienne, et d'autres événements en cours — je pense même à la Russie, aux Soviétiques en Afghanistan —, des processus comme ceux-là, ils étaient en alerte et devaient déplacer leurs forces vers l'Asie occidentale.

En 1980, ce communiqué a donc été rédigé. Il disait, en substance, qu'il fallait une hausse de trois pour cent des dépenses annuelles de défense dans tous les pays, ce qui contribuerait sensiblement à réduire le déséquilibre des forces. Et ce déséquilibre des forces, encore une fois, renvoie à cette idée qu'ils avaient toujours en tête : devoir empêcher d'autres pays de devenir, disons, une alternative... oui, une alternative à l'ordre unipolaire. Donc, dès 1980, ils avaient déjà cette idée d'augmenter les dépenses de défense. Et puis, après l'effondrement de l'Union soviétique, comme on le sait, l'OTAN a commencé à intégrer différents pays d'Europe de l'Est, les États baltes, et ainsi de suite.

Cela relevait aussi, avec cette idée d'équilibre des forces à l'esprit, de la volonté d'empêcher, encore une fois, l'Europe d'essayer, de quelque manière que ce soit, d'établir une relation diplomatique ou industrielle avec les États post-soviétiques, et de les orienter dans sa direction plutôt que vers la sphère américaine. Et bien sûr, c'était aussi le cas avec la Russie. Ils ne voulaient pas cela non plus, parce que même s'ils reconnaissaient, en gros : « D'accord, la Russie est désormais affaiblie, elle ne représente pas une menace », elle pouvait potentiellement le devenir. Et des stratèges, ainsi que l'appareil de sécurité américain et d'autres, en parlaient et écrivaient déjà à ce sujet dans les années 1990.

Ils disaient : non, enfin, ce n'est pas une menace aujourd'hui, mais ça le deviendra simplement par sa taille, par la mémoire qu'elle garde de ce qu'elle possède, et aussi à cause de l'industrialisation de l'Union soviétique, et ainsi de suite. Voilà quelle était l'idée de l'OTAN après la guerre froide. Et là encore, il s'agissait de dire : d'accord, l'Europe, vous devez, par exemple après la guerre du Kosovo, mener ces missions de maintien de la paix sur le long terme. Et nous, les États-Unis, nous nous chargeons, grâce à nos armements avancés, de contrôler cette partie très sophistiquée des combats et de la guerre.

Là encore, ce n'était pas aussi... enfin, pas aussi clairement délimité, aussi cristallisé qu'aujourd'hui. Mais cela avait déjà commencé, notamment avec cette hausse des dépenses annuelles de défense. Et maintenant, l'OTAN 3.0, ou l'OTAN de l'ère multipolaire, si l'on peut dire, est apparue. Enfin, l'idée, d'après ce que j'ai vu et étudié jusqu'ici, était déjà évoquée dans les années deux mille. Mais les années deux mille restaient encore marquées par ces opérations hors zone, et les années deux mille dix davantage encore. Et, au fond, il s'agissait désormais de constater que le moment unipolaire s'érodait, ou s'effondrait, ou qu'il s'était, en réalité, déjà effondré.

Et cela s'explique en partie par la majorité mondiale, mais plus précisément par la Russie et la Chine, encore une fois, par leur essor technologique et industriel. Cela signifie aussi que d'autres pays, qui ont davantage accès au développement, peuvent eux aussi devenir plus souverains. Et tout cela veut dire que la polarité n'est plus ce qu'elle était. C'est donc cette crise qui a conduit à un virage bien plus marqué vers l'OTAN 3.0. Il s'agit désormais de réorienter les ressources vers ce qu'ils appellent l'hémisphère occidental et l'Indo-Pacifique. Autrement dit, d'un côté vers la Chine, et de l'autre vers les Amériques. Et pour cela, ils veulent que les Européens, cette fois pour de bon, et plus seulement de manière hypothétique — enfin, ils l'ont déjà fait, oui — assument la charge matérielle, industrielle et humaine de la guerre, ainsi que la charge financière. Y compris celle de la guerre hybride, qui est elle aussi en cours. C'est donc un processus actif. Et voilà, en gros, le résumé des évolutions de l'OTAN.

#Pascal

Je trouve ça très intéressant, parce que ce type de cadre m'aiderait à expliquer certains cas atypiques. Comme, vous savez, le général allemand Harald Kujat, qui a aujourd'hui plus de quatre-vingts ans et qui a été, vous savez, le plus haut commandant militaire de l'OTAN — le commandant militaire, pas le responsable politique — à la fin des années quatre-vingt-dix, ou au début des années deux mille, voire au milieu des années quatre-vingt-dix, j'ai oublié. Mais c'est l'une des personnes qui critiquent aujourd'hui très vivement tout ce qui se passe avec l'OTAN et qui dit, en substance : regardez, cela mène à la catastrophe. Et bien sûr, nous mettons les Russes en colère. Enfin, bien sûr, l'élargissement de l'OTAN a créé ces problèmes, y compris en Ukraine, et ainsi de suite. Et la question, c'est : pourquoi un ancien commandant de l'OTAN ferait-il ça ?

Dans votre cadre d'analyse, la réponse serait qu'il est un homme de l'OTAN 1.0, qui a grandi avec cette mentalité et qui est passé à l'OTAN 2.0. Il avait même l'expérience d'avoir des troupes russes sous son commandement, à l'époque où le cadre de coopération entre l'OTAN et la Russie, comment ça s'appelait déjà, fonctionnait. Mais ce n'était pas la direction que prenait l'OTAN. L'OTAN n'allait pas s'en tenir à la version 1.0. « Hors zone ou hors jeu. » C'était l'idée de la version 2.0. Elle est allée hors zone. Et maintenant, elle se transforme à nouveau en rempart, en quelque chose qui s'intègre à votre concept d'État-bunker. Est-ce un nœud essentiel, ou est-ce le moteur de l'État-bunker en Occident ? Pouvez-vous peut-être nous en parler ?

#Nel Bonilla

Vous voulez dire si l'OTAN est un nœud ou un moteur ? Oui, un nœud ou un moteur. Oui, oui. D'accord. Eh bien, je dirais que l'OTAN est plutôt un nœud, pas un moteur. Je dirais même que l'OTAN avait peut-être un rôle plus important auparavant, et que maintenant, c'est davantage... sans vouloir dire qu'elle n'est pas importante. Je veux dire, ces pressions institutionnelles sur les différents pays européens n'existeraient pas si elle n'était pas importante. Mais quoi qu'il en soit, je pense que c'est davantage un nœud, parce que l'objectif, ou ce que les élites du pouvoir américaines, les élites fonctionnelles, cherchent surtout à faire, c'est affaiblir la Russie. Mais pas avec leurs propres forces, pas avec leur propre matériel. Leur objectif est plutôt, bien sûr, la Chine.

Et ainsi, l'Europe devient simplement un nœud parmi d'autres. Parce qu'il existe d'autres régions du monde où ils... je ne dis pas que je sais qu'ils y parviendront, ou quoi que ce soit, mais l'idée est de créer des nœuds similaires dans d'autres parties du monde, qui ne fonctionnent pas exactement comme l'OTAN. Non, ce n'est pas ça, l'idée. L'idée, c'est simplement de générer une guerre hybride, une pression constante. C'est ça, l'idée. C'est pourquoi je pense que l'OTAN, plus qu'un moteur de l'État bunkerisé, est un nœud. Enfin, si l'on parle, disons, du projet hégémonique américain. En revanche, pour chaque pays membre de l'OTAN, c'est évidemment un moteur. Parce que l'OTAN, le cadre même de l'OTAN, l'OTAN 3.0, va transformer — et transforme déjà — les différentes sociétés au sein de l'OTAN. Donc, en ce sens, c'est un moteur de transformation sociétale vers un État bunkerisé.

#Pascal

Un nœud dans une structure plus large, un moteur au sein du système. Alors, qu'est-ce que ce cadre nous permet d'expliquer, si on l'applique aux transformations actuelles de la société, notamment en Europe ? Et peut-être pouvons-nous les comparer un peu avec ce qui se passe en Asie de l'Est, et voir comment évoluent les autres nœuds : l'alliance entre les États-Unis et le Japon, l'alliance entre les États-Unis et la Corée du Sud. Ce qui est intéressant, bien sûr, c'est qu'entre la Corée du Sud et le Japon, on observe beaucoup, beaucoup plus de tensions internes qu'au sein du cadre de l'OTAN.

L'OTAN montre très bien comment elle parvient, en quelque sorte, vous savez, à rassembler tout le monde, et à s'assurer qu'ils restent unis au minimum, même lorsqu'ils ont beaucoup de raisons historiques d'être en désaccord. La Pologne et l'Allemagne, vous savez, certains souvenirs. On le voit aussi avec la Pologne et l'Ukraine. L'Ukraine n'est évidemment pas membre de l'OTAN, mais à toutes fins utiles, elle est très bien intégrée à l'ensemble de la structure. C'est très pratique, parce qu'on peut se battre avec ce truc-là. Se battre contre quelque chose à l'intérieur, c'est plus difficile. À l'extérieur, c'est beaucoup plus facile de se battre avec. Et on voit à quel point cette guerre par procuration est utile aux États-Unis. Mais oui, est-ce qu'on peut aborder cette partie-là ?

#Nel Bonilla

Hum-hum, sur la manière dont cela conduit à une transformation sociale au sein de ces groupes. Oui, oui. Donc, ce que je dirais, c'est qu'avec l'OTAN 3.0, et aussi avec ce dont j'ai parlé dans le cadre de l'État bunker, il s'agit d'une transformation plus silencieuse, plus discrète et plus pacifique. Je veux dire, si l'on essaie de la comprendre, de l'observer et de l'étudier, on voit même le silence qui l'entoure, si l'on peut dire les choses ainsi. Ce que je veux dire par là, par exemple, c'est qu'il y a eu récemment — il y a peut-être un mois, je crois — un article dans Politico expliquant qu'un colonel américain est, ou va être, affecté au commandement de l'armée allemande, de la Bundeswehr, comme chef de la division des opérations. Cela signifie qu'il planifiera des missions et préparera des décisions pour l'armée allemande. Un colonel américain.

Et ce n'est qu'un article isolé dans Politico. Pourquoi n'en parle-t-on pas davantage ? Eh bien, voilà un exemple. Et ils expliquent aussi que cette intégration vise à... eh bien, il est là pour optimiser l'OTAN, enfin, les capacités de l'OTAN, et plus particulièrement avec l'Allemagne. Donc, encore une fois, l'OTAN mène ici une transformation silencieuse, dont on parle à peine. Ensuite, autre chose intéressante, bien sûr : comme tout ce qui, je l'ai dit, concerne les infrastructures en cours de construction, ou d'assainissement... ou comment dit-on ? de rénovation, et tout ça, sera construit d'une manière qui prend aussi la guerre en compte, d'une certaine façon. C'est vrai.

Et aussi, tout type de logiciels et de services, même des services civils comme les services médicaux, par exemple, sera intégré à toute cette idée de guerre hybride et à ce qui se passe en cas de crise. Par exemple, est-ce que la population civile sera prise en charge par les hôpitaux, les médecins, et ainsi de suite ? Il y a eu certains articles qui disaient que non, en réalité, les premiers à être pris en charge seront les soldats, pas les civils. Et puis, bien sûr, tous les programmes sociaux sont réduits. C'est ce qu'on appelle l'austérité. Voilà quelques-uns des changements. Un autre changement concernerait tout ce qui touche aux services de renseignement.

#Pascal

C'est ça.

#Nel Bonilla

Il y a aussi, ce qui est intéressant, une volonté de les rendre plus populaires dans les médias et dans les pays européens, notamment à travers leurs propres services de renseignement. Et puis, bien sûr, il y a tout ce qui concerne les médias, la censure et tout ça. Nous savons — et vous en parlez dans Neutrality Studies — que le corridor de l'opinion, c'est-à-dire ce qui peut être dit, se rétrécit aussi silencieusement. Par exemple, par le biais de sanctions contre des individus, des journalistes, des militants, et ainsi de suite. Mais là encore, ce n'est pas un processus ouvert. C'est un processus silencieux. Et puis, il y en avait un autre auquel j'avais pensé, mais... je ne l'ai pas en tête pour le moment. Mais le point, c'est que ce n'est pas encore... Oui, ça y est, je l'ai.

Il y a aussi, par exemple, à Ankara. En plus de tous les accords financiers et industriels qu'ils avaient signés, il y avait aussi... Normalement, actuellement dans les pays baltes, il y aurait ce qu'on appelle une surveillance aérienne, pour essayer de repérer des drones et ce genre de choses. Mais maintenant, au lieu de cette surveillance aérienne, ils vont... Comment ça s'appelle ? Enfin, le commandant suprême allié en Europe de l'OTAN, le SACEUR, pourra décider si un drone, ou quoi que ce soit d'autre, qui se trouve dans le périmètre des pays baltes peut être abattu ou non. Il pourra aussi décider quels types de capacités, de forces, de matériels, et ainsi de suite, doivent être déplacés. Et cela, bien sûr, sans approbation politique des différents pays.

Donc, uniquement dans le cadre de l'OTAN. Et sur ces deux points, je n'ai trouvé pratiquement aucun article. J'en ai trouvé un dans les médias lituaniens, et ils citaient même un général lituanien. J'ai ici la citation : Robertas Šapronas, ministre lituanien de la Défense, après le sommet d'Ankara, a déclaré : « Le passage de missions de police du ciel à des missions de défense aérienne permettra au commandant suprême des forces alliées en Europe de l'OTAN de redéployer les forces et d'ajuster les plans, en évitant tous les débats politiques qui surgissent parfois. » Donc, c'est quelque chose qui a été convenu à Ankara. Mais encore une fois, il n'y a rien là-dessus, nulle part. C'est pour ça que je pense que beaucoup de changements sont en cours. Ils restent silencieux, et je pense que c'est volontaire, pour que les gens ne protestent pas.

Un autre exemple, très intéressant, c'est, par exemple, la guerre en Iran aujourd'hui. Quand elle a commencé, les différents dirigeants politiques en Europe ont dit publiquement : non, nous ne nous impliquerons pas. Mais en réalité, avec l'OTAN et son commandement intégré, comme on l'appelle, ils peuvent dire non publiquement. Mais tout ce qui concerne les bases, les infrastructures, la logistique, et ainsi de suite, ils peuvent difficilement le refuser à l'OTAN, parce qu'ils font partie de l'OTAN, du commandement intégré, et des soi-disant cadres de planification de défense de l'OTAN, et ainsi de suite. Donc, en coulisses, il se passe des choses qui soutiennent, ou ont soutenu, l'attaque américaine contre l'Iran. Voilà quelques-uns des changements à ce niveau-là.

#Pascal

Oui, enfin, même si les pays de l'OTAN disent : « Nous ne sommes pas impliqués dans la guerre en Iran », quand des avions américains vont se ravitailler quelque part en Allemagne, ou ailleurs, puis utilisent ces pistes d'atterrissage et repartent, il n'y a aucun moyen de les en empêcher, n'est-ce pas ? Parce que toute la structure est en place pour que les États-Unis puissent tout simplement utiliser tout cela. C'est plus ou moins à leur discrétion, à leur disposition. Et n'oublions pas que le SACEUR est, bien sûr, un commandant américain, n'est-ce pas ? C'est toujours un général américain quatre étoiles qui a alors le pouvoir de décider pour l'ensemble de l'espace aérien de l'OTAN. Eh bien, nous n'allons pas simplement l'abattre. Nous allons faire ceci, nous allons faire cela. Est-ce que j'ai besoin de consulter l'Allemagne, la Pologne ou la Hongrie ?

Putain, non. Pourquoi je le ferais ? Enfin, c'est quand même bien plus agréable si je n'ai pas besoin de le faire, non ? Certains présenteraient donc ça comme faisant partie d'une structure néocoloniale,

une prise de pouvoir. Mais je pense que votre argument est beaucoup plus institutionnel : tout cela se fait aussi, bien sûr, par une concertation permanente et un ajustement de ces différentes politiques, dans tous les domaines. D'une certaine manière, c'est bien plus intelligent qu'une simple structure de pouvoir colonial. C'est en fait une Gleichschaltung, une mise au pas. Parfois, l'allemand est vraiment pratique pour certains concepts. Se mettre au même rythme, c'en est un. Parce que, si je me souviens bien de notre dernière discussion, vous préféreriez le présenter ainsi, non ?

#Nel Bonilla

Oui, oui, oui. Exactement. Au lieu de, enfin, ce que j'ai étudié, au lieu de le voir comme une imposition — je veux dire, pour certains, ça l'est certainement — c'est plutôt un processus lent. Encore une fois, comme on l'a vu avec ce bref résumé des étapes de l'OTAN, des différentes versions de l'OTAN, c'est un processus lent. Même à l'époque, ils disaient déjà : « Voilà ce que nous voulons. » Et l'autre chose, c'est que, comme vous l'avez dit, ils ont toujours eu, bien sûr, des gens qui ne voulaient pas être aussi intégrés et tout ça. Mais là aussi, c'était un processus lent. Je sais que, comme je le dis, enfin, c'est à la fois une question coloniale, une question néocoloniale et un processus institutionnel.

Si j'y réfléchis, enfin, si on le conceptualise comme ça... Alors, d'une certaine manière, c'est un processus lent. Parce qu'il s'agit aussi, par exemple, d'une autre idée : celle de la cooptation des élites. La cooptation de toutes les strates dirigeantes politiques et militaires, ou des élites, qui existait déjà. Bien sûr, il y a maintenant de nouvelles générations. Mais des structures avaient été mises en place, par le biais de différents fonds américains, de diverses fondations, de conseils et ainsi de suite. Elles cherchaient toujours à intégrer ces potentiels nouveaux dirigeants politiques, les potentiels nouveaux responsables militaires, et cetera, dans la vision du monde américaine, dans son cadre de pensée, et ainsi de suite. Donc ça, c'est la couche idéologique. Mais de l'autre côté, bien sûr, il y a tout simplement la dimension structurelle.

Comme tout ce qui touche aux opérations, aux opérations militaires, à la façon dont fonctionne la chaîne de commandement de l'OTAN, depuis la logistique jusqu'à, bien sûr, la technologie. Aujourd'hui, c'est peut-être encore plus ancré, je ne sais pas, je ne suis pas expert militaire, mais je suppose que c'est davantage lié à toute cette idée du cloud et de l'intelligence artificielle, et au fait que chaque membre de l'OTAN doit être connecté à ces structures numériques, pour sa conduite de la guerre, son armement, son renseignement, enfin, pour tout. Donc, dans ce sens-là, ça a été un processus lent. Le problème, c'est que, dès le départ, il n'y avait pas vraiment moyen, je dirais, de dire non avec beaucoup de force. Enfin, ils l'ont fait, par exemple, pendant la guerre en Irak.

Mais je veux dire, il y en avait encore certaines parties qui faisaient partie, disons, de cette infrastructure logistique de l'OTAN, et tout ça. Donc, à tous égards, je pense que c'est un processus lent. Et maintenant, les personnes qui sont aux commandes sont, là encore, pas toutes, mais pour la plupart, probablement convaincues sur le plan idéologique. Et certaines sont peut-être simplement opportunistes, en se disant : d'accord, mon emploi est lié à ça, mes ressources, mon statut, et ainsi

de suite. Donc oui, je dirais que ce n'est pas comme si on n'avait pas à y réfléchir, comme s'il s'agissait d'une imposition. Parce que ce n'est pas non plus comme si ces gens, ou beaucoup d'entre eux en Europe, disaient : « Oh, nous voulons ça », ou « nous ne voulons pas ça ». C'est un mélange de tout. Mais malgré tout, c'est un processus lent. Ça n'a pas été rapide.

#Pascal

Oui. Et donc, en ce sens, c'est un processus politique et sociologique qui mène à cette forme d'intégration. Et il est porté par plusieurs de ces institutions, l'OTAN étant la principale. Alors, pour vous, le sommet d'Ankara, où ces gens ont ouvertement parlé de l'OTAN 3.0... enfin, c'est un concept dont ils sont fiers. Pour eux, c'est un terme valorisant. Qu'est-ce qui vous a surpris, ou qu'avez-vous appris de ce sommet ? Parce que beaucoup d'entre nous, dans la bulle des podcasts, nous l'avons regardé, mais il ne nous a pas vraiment impressionnés, n'est-ce pas ? Il n'y a pas eu de grands discours. Alors beaucoup d'entre nous l'ont en quelque sorte écarté, en disant : oui, c'était un sommet très faible. Vous savez, cela montre plutôt la désunion de l'ensemble. Mais je pense que vous en avez une lecture complètement différente, n'est-ce pas ?

#Nel Bonilla

Oui, oui. Oui, oui. Oui, parce que, enfin, ce que j'ai vu, c'était plutôt, disons, oui, l'OTAN. Enfin, il s'agissait surtout de l'industrie de l'armement, et peut-être de cette unité, et de choses comme ça. Mais je ne l'ai pas vu de cette manière-là, ou en tout cas, ce que j'ai vu ne portait pas là-dessus. Par exemple, une chose est certaine : les États-Unis, leurs soldats, leurs troupes, oui, il est prévu qu'ils se retirent de certains pays européens. Et c'est vrai. Mais là encore, il y a d'un côté cette partie de, disons, la structure de guerre, et puis les autres composantes. Dans l'article que j'ai mentionné, par exemple, je dis que, je crois, quelques semaines avant le sommet d'Ankara, Pete Hegseth a déclaré, dans le cadre d'un examen de son département de la Guerre, que l'Europe devait faire davantage pour garantir que nous ayons accès aux bases et aux survols, et que tout cela soit assuré et prêt.

Donc, encore une fois, cela veut dire que, oui, bon, nous pourrions retirer nos troupes, mais nous resterions solidement implantés en Europe, comme territoire et comme plateforme logistique. L'autre aspect de l'OTAN trois point zéro, c'est évidemment que, d'après ce que j'ai vu, toute cette question des armes et de l'industrie de l'armement ne consiste pas seulement à dire : « Oh, il s'agit de les enrichir. » Je veux dire, c'est vrai, bien sûr. Mais il y a aussi l'idée de tenter de créer, en gros, une usine géopolitique transnationale et transatlantique d'armements, ou une industrie de l'armement. Ce qui veut dire que tout serait standardisé. Enfin, c'est l'idée. Je ne dis pas que c'est ce qui se produira. La production se ferait à très grande échelle. Chaque pays aurait son rôle pour produire tout ce qui est nécessaire, mais sur la base des normes américaines, des logiciels américains, des plans, des conceptions américaines, et ainsi de suite.

Presque aucune, voire très peu de contribution de l'Europe ou des pays européens. L'idée, c'est donc de ne plus laisser les pays européens avoir leurs propres industries nationales de défense, mais de

les intégrer au niveau européen, puis aussi avec les États-Unis et le Canada. Et l'idée, c'est que l'Europe fournisse les capitaux, les usines de production et, bien sûr, une masse de personnes, de ressources humaines, ainsi que les investissements. Les États-Unis, eux, fournissent la technologie propriétaire et contrôlent en même temps le cloud, les logiciels, le renseignement spatial, le monopole nucléaire. C'est donc ce qu'ils ont appelé, lors de ce sommet d'Ankara, la révolution industrielle transatlantique de la défense.

Et ce qui, à mes yeux, ressemble un peu à bien davantage. Mais si on y réfléchit, il ne s'agit plus seulement pour les États-Unis de produire uniquement sur leur territoire, au Canada ou en Allemagne. Il s'agit vraiment d'essayer de faire produire tout le monde ensemble, selon ce que le projet hégémonique des États-Unis envisage ou a planifié. Et ce que j'ai aussi trouvé assez intéressant, c'est que les fonds, le financement, viendront alors du capital-investissement, du capital-risque, de l'investissement. Je ne suis pas experte en finance, mais les normes d'investissement qui existaient et qui rendaient, au fond, les investissements dans la défense et l'armement peu attractifs ont désormais été supprimées, afin que cela devienne attractif.

L'OTAN a lancé plusieurs initiatives pour rendre plus attractif, pour les capitaux privés, l'investissement dans la production d'armements, ou dans tout ce qui est nécessaire à cet effort de guerre. Et ce qui est même assez drôle, c'est qu'ils ont... enfin, on peut aller sur leur site internet : le Fonds d'innovation de l'OTAN, l'initiative DIANA de l'OTAN, et ainsi de suite. Ils ont même des catalogues destinés aux entreprises, aux sociétés de capital, et ainsi de suite, pour qu'elles puissent regarder et se dire : « Ah, d'accord, je veux investir là-dedans », ou « Je veux développer ceci », et ainsi de suite. On peut aller voir, tout y est répertorié. Et même... oui, je pourrais en dire davantage là-dessus, mais c'est un processus qu'Ankara a lancé, y compris en utilisant les recettes fiscales pour cette idée.

Donc ça, à mon avis, c'est un changement assez important, et ce n'est pas quelque chose qu'il faut négliger. Parce que, enfin, encore une fois, le fait est qu'on parle beaucoup, aujourd'hui, de l'épuisement des arsenaux, des armes et de tout le reste de l'armée américaine, de la marine américaine, et ainsi de suite. Et c'est vrai. Et puis l'idée, c'est que si leur plan visant à mettre en place cette immense industrie transnationale intégrée réussit, alors cet épuisement correspondrait en fait à une transition vers ces nouveaux types de chaînes de production, et ainsi de suite. Encore une fois, si ça réussit. Je ne dis pas que ça réussira. Oui.

#Pascal

Oui, on ne sait pas si cela réussira. Mais les plans sont, encore une fois, comme vous l'avez dit, des plans à long terme. Et beaucoup d'entre nous, dans les commentateurs en ligne, ont tendance à reprocher à l'Europe d'avoir une vision très court-termiste : ça ne marchera pas, vous n'avez aucun plan, et ainsi de suite. Mais, en ce sens, nous négligeons l'éléphant dans la pièce : l'horizon de planification de l'OTAN sur vingt ou trente ans, et cette pression constante pour amener tout le monde à s'y conformer, petit à petit, par différents moyens politiques. Parfois, tout le monde se

serre la main, se met d'accord et sourit. Et parfois, Donald Trump menace de se retirer d'Europe, d'emmener toutes les troupes et tout le reste. Et là, tout le monde dit : d'accord.

#Pascal

Non, nous devons parvenir à une autonomie stratégique. Nous devons investir cinq pour cent du PIB.

#Pascal

Et puis, deux ans plus tard, Donald Trump y retourne, serre des mains, et maintenant tout le monde est content de se réintégrer, et ainsi de suite. Et ça continue de monter en puissance. Mais la marche en avant semble mener vers cette OTAN trois point zéro, et c'est un scénario de planification à long terme.

#Nel Bonilla

Oui, c'est même ça, en fait. Je ne me souviens plus laquelle de ces initiatives c'était, mais l'une de celles qui ont été signées au sommet d'Ankara consiste même, en quelque sorte, à dire à ces sociétés d'investissement : oui, en gros, pendant les quinze prochaines années, il n'y aura pas de paix. Alors ne vous inquiétez pas, vous pouvez investir. C'est vraiment l'idée. C'est ce qu'ils écrivent sur leur page d'accueil, et tout le reste.

#Pascal

Ils ne le cachent même pas. C'est ça qui est incroyable. Je veux dire, ce n'est même pas quelque chose qui se fait derrière des portes closes, une sorte de conspiration. Non, ils organisent littéralement des conférences entières là-dessus et créent des portefeuilles, et cetera, autour de cette « investissabilité ». C'est donc fascinant.

#Nel Bonilla

Oui. Et je veux dire, l'autre aspect, bien sûr, de ce sommet d'Ankara, c'était, comme vous l'avez dit, ces cinq pour cent. Donc, en ce sens, cela voudra évidemment dire pour l'Europe qu'elle devra, eh bien, supprimer ou réduire considérablement sa protection sociale, ses programmes de prestations sociales, tout ce qui touche à cela. Et ce n'est pas tout. C'est un autre point que je développe dans cet essai. Parce que cinq pour cent, ça paraît peu, et tous ces accords, tout cela paraît inefficace. Mais si on y réfléchit, cela signifie que la richesse est détournée, que les compétences d'ingénierie présentes en Europe, la main-d'œuvre, bien sûr, le travail, ainsi que tous ces programmes sociaux ou d'autres initiatives visant à améliorer la qualité de vie dans ces pays... tout cela est soit supprimé, soit détourné vers la préparation à la guerre. C'est donc un changement vraiment incroyable. Et un changement lent. Enfin, pas lent, mais silencieux.

#Pascal

Oui, non, c'est très bien que vous le souligniez. Et en lien avec ça, vous avez dit tout à l'heure, au passage, qu'il y avait un accord pour que l'argent des impôts puisse être utilisé à cette fin. Et ce qui est important, avec les impôts, c'est que le gouvernement national, au niveau national, a toujours la possibilité de créer, d'émettre des obligations pour se financer par la dette. Les collectivités locales ne l'ont pas. Le niveau préfectoral, ou régional, et le niveau communal, les échelons inférieurs, sont généralement financés par l'argent des impôts. Si cet argent se tarit parce qu'il part vers l'OTAN, cela signifie qu'on retire encore davantage de capacités aux niveaux inférieurs de gouvernement en Europe pour, eh bien, financer les questions sociales. C'est donc encore davantage un détournement de fonds. Mais sait-on où en est cette discussion ? Je pense que, pour le moment, ce n'est qu'un projet. Ce n'est pas gravé dans le marbre, n'est-ce pas ?

#Nel Bonilla

Oui, je le constate. Enfin, au moins sur la question des investissements, il y a déjà eu certains investissements dans les industries de défense et dans des start-up technologiques liées à la défense. Donc, de ce point de vue, cela semble au moins bien se dérouler et se poursuivre. Ensuite, je pense qu'on voit des coupes dans différents programmes sociaux, au moins en Allemagne. Je ne sais pas ce qu'il en est dans d'autres endroits. Quant à la modernisation ou à la reconversion de différents types d'industries qui existent en Europe, je pense que c'est aussi un processus en cours. Donc, dans l'ensemble, je dirais que, bien sûr, cela ne se fait pas, disons, à vitesse maximale. Mais c'est déjà lancé, et c'est un processus qui existe.

#Pascal

À quel point pensez-vous que le risque est grand que ce dont nous sommes témoins en ce moment ait en réalité à voir avec un autre terme très allemand, inventé récemment : « Kriegstüchtigkeit », c'est-à-dire l'aptitude à la guerre, ou la préparation à la guerre de l'Europe ? Autrement dit, rendre l'Europe apte, capable de faire la guerre. Parce que l'une des choses que nous voyons en Ukraine, c'est que ce dont vous avez besoin — ou plutôt, l'une des choses qu'il ne faut surtout pas avoir sur son territoire pour avoir une guerre sur son territoire — ce sont des troupes américaines, n'est-ce pas ? Les troupes américaines, le fameux « fil déclencheur », constituent en quelque sorte une garantie qu'il n'y aura peut-être pas de guerre.

Donc, en réalité, menacer de réduire les troupes ou de les retirer, c'est, d'une certaine manière, dire : « Ah, au fait, une fois que l'Ukraine en aura fini, on pourrait régler ça par les armes en Pologne ou en Finlande, mais il faut d'abord que nos troupes soient parties. » Parce que la seule chose que nous savons de l'empire, c'est qu'il est très allergique à la mort de ses propres citoyens. C'est essentiellement ce qui a mis fin à la guerre du Vietnam. C'étaient les pertes massives parmi les troupes américaines. Bien sûr, pas les trois millions de Vietnamiens qui sont morts, mais les quelques dizaines de milliers de soldats américains qui sont revenus dans des sacs mortuaires. Et on

le voit en Ukraine : à quel point cela fonctionne, à quel point cette guerre peut être menée dans cet État mandataire. Pouvez-vous nous en parler ?

#Nel Bonilla

Oui, oui, bien sûr. Alors, sur ce sujet, j'ai trouvé un rapport de l'United States Army War College. Il s'intitule... enfin, il y a bien sûr beaucoup de rapports, mais celui-ci est assez intéressant. Il s'appelle « Estimation annuelle de l'environnement stratégique de sécurité pour l'année universitaire 2026-2027 ». Il a été publié en juin de cette année, donc il est très, très récent. Ce qui est intéressant, c'est qu'il traite de toutes les régions du monde. Et pas seulement de ça : il aborde aussi d'autres éléments, comme les questions de recherche des différentes divisions et sections au sein de l'armée américaine, et ainsi de suite. Mais, quoi qu'il en soit, il parle aussi de l'Europe, par exemple, et de la guerre par procuration.

Et ce que je vois, c'est qu'ils décrivent — les auteurs de cette section sur l'Europe, en fait — ce qu'on pourrait appeler l'OTAN trois point zéro, et ce que cela implique pour le rôle de l'Europe dans l'OTAN : cette idée de guerre par procuration. Par exemple, d'un côté, ils affirment ouvertement que l'Europe doit passer, comme nous l'avons dit, à une base industrielle de défense intégrée. Plus de nationalisme industriel. Et puis ils expliquent qu'il faut faire évoluer la capacité de mobilisation de la société, ainsi que la viabilité politique de différents modèles de conscription. Oui, pour renforcer la résilience, disent-ils. Mais, en réalité, ce qu'ils disent, c'est que chaque pays doit désormais se demander comment recruter des soldats à incorporer dans son armée. Enfin, spécifiquement pour l'OTAN.

Et puis ils disent : dans quel but ? Eh bien, pour sécuriser le flanc oriental, bien sûr. Et c'est quelque chose qu'ils déclarent ouvertement. Et puis il y a autre chose qui m'a fait me demander : mais qu'est-ce que c'est que ça ? C'est quand ils disent que l'OTAN — et ici, l'OTAN, cela veut surtout dire l'Europe — doit passer d'une guerre dite axée sur la manœuvre, c'est-à-dire ces opérations hors zone, à, enfin oui, une guerre de position, un cadre de défense positionnelle. Et ce cadre de défense positionnelle, c'est une guerre, une guerre d'usure, comme en Ukraine, par exemple. Donc ils disent que l'OTAN doit être prête à devenir ce genre de zone d'usure, et que c'est pourquoi ils ont besoin de mobilisation et de conscription. Et à mon avis, c'est assez... comment peuvent-ils être aussi flagrants ? Mais ensuite, ils disent même...

#Pascal

Ce rapport dit littéralement qu'il nous faut de la viande pour le hachoir à viande, parce que nous savons que le hachoir à viande sera sur le territoire de l'OTAN. Donc, vous savez, il faut les laisser venir et les tuer. Et ensuite, il nous faut suffisamment de monde à y envoyer, parce que l'un des problèmes de l'Ukraine, c'est qu'elle est à court de soldats. Il faut donc se préparer à ce genre de scénario.

#Nel Bonilla

Ça dit essentiellement ceci. Enfin, comment interpréter autrement le passage de l'OTAN à un cadre de défense positionnelle ? C'est une guerre d'attrition. Et puis ils expliquent aussi que l'OTAN n'a pas compris qu'elle aurait dû faire de l'Ukraine un porc-épic d'acier. Autrement dit, la renforcer en vue, oui, de cette guerre d'attrition. Et puisqu'ils n'ont pas réussi à le faire, eh bien maintenant, ils doivent le faire. L'OTAN ou l'Europe doit le faire. Enfin, même ce terme de « porc-épic d'acier » est vraiment étrange. Et ils disent même, dans cette partie sur l'Ukraine... Ils disent que l'Ukraine était un proxy consentant, et que l'OTAN aurait pu l'utiliser.

Et c'est aussi, disons... Ensuite, à mon avis, ce qu'ils identifient, eh bien, c'est que l'OTAN, ou les pays de l'OTAN qui entourent le flanc est, seraient les prochains mandataires volontaires. À tel point qu'ils disent même, et écrivent, que l'armée américaine doit modifier ses doctrines et ses stratégies explicitement, vraiment explicitement, dans le but de mener des guerres par procuration. Ils ne le cachent même plus, en disant : d'accord, nos doctrines et nos stratégies vont désormais viser à renforcer, eh bien, les guerres par procuration. Ce qui signifie des guerres menées dans d'autres régions du monde, pas aux États-Unis. Et cela inclut l'OTAN. Et ils en parlent dans la section européenne de ce rapport. Oui, donc...

#Pascal

Est-ce que ces rapports, ou les discours et tout ça que vous lisez, eux aussi venant d'Ankara, parlent parfois d'un objectif final ? Par exemple, qu'est-ce qu'on veut réellement accomplir ? À quel moment est-ce qu'on considère que c'est terminé ? Quel type de statut veut-on atteindre pour pouvoir dire : « Ah ! D'accord, ça y est. C'est fini. On a gagné. » Quel serait ce scénario ? Est-ce que vous en avez trouvé un ?

#Nel Bonilla

Oui, en fait, oui, j'ai trouvé ce genre de choses. Je veux dire, par exemple, il y avait ce... comment s'appelait-il ? Ce rapport sur la prospective stratégique. Ils y parlaient de l'état final qu'ils envisageaient, mais dans lequel ils ne se trouvent pas actuellement. Par exemple, aujourd'hui, nous sommes dans un monde multipolaire. Mais ce qu'ils veulent, c'est plutôt... comment dire ? Un « Occident global ». C'est aussi quelque chose que j'ai vu dans certaines diapositives, dans des présentations de l'OTAN, qui parlaient de leur nouvelle stratégie, datant de 2017. Ils reconnaissaient aussi : d'accord, nous sommes maintenant dans un monde multipolaire. Mais ce qu'ils veulent vraiment... Ils avaient une sorte de graphique : ici, l'Occident global, le monde multipolaire, le chaos. Leur idée est donc, bien sûr, de restaurer cet « Occident global », quel que soit le sens de cette expression. Mais, dans leur esprit, ou du moins d'après ce que j'en comprends, cela signifie qu'il n'y aurait aucune résistance à la manière dont l'économie, l'économie mondiale, fonctionne pour eux : davantage d'extraction, moins de réglementations, la néolibéralisation, tout cela. Que tout fonctionne sans heurts, sans résistance.

Je pense que c'est là, disons, l'objectif global. Et cela est énoncé dans les différents rapports, présentations, ou autres. Et puis, bien sûr, il y a autre chose. Mais c'est davantage quelque chose que j'ai déduit ou interprété à partir de ces différents rapports. Cela concerne l'idée qu'ils se font de l'Iran, de la Chine et de la Russie. L'idée sous-jacente, c'est que, pour le projet hégémonique dirigé par les États-Unis, leur stratégie a toujours été d'établir ce que Brzezinski appelait, dans « Le Grand Échiquier », une hégémonie superficielle.

« Peu profond » signifie exercer une influence plus ou moins indirecte, pas par la force brute, pas par l'occupation et tout ça. Mais la Chine, la Russie, et aussi l'Iran, de par leur structure, leur territoire, leur industrie, tout cela, ne le permettent pas. Donc, dans ce sens, de quoi ont-ils besoin, alors ? Eh bien, de les démanteler. C'est davantage l'objectif régional. Et l'objectif mondial, c'est plus simplement de revenir à ce qu'ils appellent un Occident mondial. Et ce que je vois, c'est que, pour eux, la paix, c'est un accès sans restriction à toutes les ressources du monde. Oui, pour leurs objectifs, j'imagine. Oui.

#Pascal

Une domination mondiale totale. Je pense que, si on devait le résumer en quelques mots, ce serait : tout le monde joue selon notre partition, et c'est nous qui dirigeons l'orchestre. Et quiconque ne rentre pas dans le rang, quiconque ne joue pas la mélodie avec les autres, doit être brisé pour être rendu docile, puis divisé en plus petits morceaux afin d'y parvenir. Alors, peut-être pour arriver à une forme de conclusion, parce que vous terminez votre essai, là encore sur l'aspect social, en parlant de l'État-bunker et du nouveau contrat social. Je pense que c'est très important, surtout pour les populations européennes, et nord-américaines aussi, bien sûr, parce que c'est très similaire. Mais les Européens, je pense, encore davantage, sont censés être, vous savez, le phare de ce genre d'avenir pour l'Occident mondial, n'est-ce pas ? Un avenir où vous, l'individu, vous ne faites que jouer du violon comme on vous dit de le faire, parce que vous êtes complètement intégré. Pouvez-vous peut-être nous dire quelle est cette conclusion ?

#Nel Bonilla

Oui. Donc, dans la conclusion, j'écris un peu sur, d'une part, bien sûr, cette idée de préparation à la guerre et tout ce que cela implique. En gros, cela conduit à une réorganisation de l'État, que je relie ensuite à l'État-bunker. C'est un changement qualitatif dans ce qu'est l'État : il redirige toutes ses ressources vers la guerre elle-même, dans ce cas précis, et les détourne de tout ce qui concerne sa population, ses citoyens, le bien-être collectif. Et d'autre part, il y a cette idée d'un nouveau contrat social. Il existe des rapports de l'OTAN, mais pas seulement de l'OTAN. Il y en a aussi dans différents pays membres de l'OTAN. Des armées en parlent déjà. Pour que cette nouvelle organisation de la société puisse se mettre en place, il faut aussi un nouveau contrat social. Nous attendons quelque chose des citoyens, notamment qu'ils contribuent, d'une manière ou d'une autre, à assurer la sécurité nationale.

Et, eh bien, je vois là que tout cela, avec tout ce dont nous venons de parler, revient essentiellement à vider de sa substance la politique démocratique, ou ce qui devrait être une politique démocratique, de toutes les manières imaginables. Et c'est ce qu'ils reconnaissent ouvertement, acceptent et poursuivent comme objectif. Je veux dire, ces stratèges et planificateurs de l'OTAN, et ainsi de suite. C'est ce qu'ils ont en tête. Mais, bien sûr, cela ne veut pas dire que cela arrivera. Il y a toujours de l'espoir, et il est toujours temps d'agir. Il faut simplement le savoir, en être conscient.

#Pascal

Oui, non, c'est très bien que vous le souligniez. Et c'est très bien que vous souligniez que cela ne se passe pas à huis clos. Cela se passe au grand jour. Donc, ce que nous devons faire, c'est reconstituer les différentes pièces du puzzle. Pour finir, que recommanderiez-vous d'observer de plus près afin de comprendre si l'État-bunker est en train de se développer, ou s'il existe réellement une opposition sociale importante contre lui ? Moi, je dirais qu'il y en a une. En Suisse, le mois prochain, nous allons voter sur une initiative pour la neutralité qui s'oppose directement à ce genre de conception. Elle ne le dit pas explicitement, mais elle irait à l'encontre de cette forme de bunkerisation de l'État, parce qu'elle parlerait de défense nationale au service de la nation, et non du collectif ; de défense nationale comme défense, et non comme offensive ; et d'intégration dans le monde au sens large, plutôt que seulement dans le monde occidental. Et ce genre de concept existe un peu partout, n'est-ce pas ? D'où les voyez-vous émerger ?

#Nel Bonilla

Oui. Eh bien, je pense qu'il existe effectivement, comme vous le dites, de nombreuses initiatives à travers le monde. Mais si nous parlons plus précisément de l'Europe, je dirais qu'il y a, d'une part, bien sûr, des mouvements de travailleurs dans certaines régions d'Europe qui protestent, par exemple, contre l'armement et les livraisons d'armes. Et puis il y a, bien sûr, des mouvements contre la guerre, des mouvements pour la paix. Ce que j'ai observé, c'est qu'il est difficile de les fédérer, mais il existe déjà un projet, ou l'idée, de le faire. Et pas seulement de les fédérer eux, mais aussi ces initiatives sur le changement climatique et d'autres questions connexes, afin de les rassembler de nouveau dans un mouvement contre la guerre, ou plutôt, pour la paix.

Donc, bien sûr, il y a du mouvement. Et je dirais qu'on pourrait voir... enfin, comment voir que l'État bunker ne progresse pas ? Je dirais, par exemple, si ces grèves et ce genre de choses ont pour effet d'arrêter concrètement, au moins un peu, ce qui se passe en ce moment. Mais votre exemple en Suisse concerne évidemment davantage le terrain juridique, constitutionnel, et ainsi de suite. C'est aussi un autre niveau, qui, espérons-le, fonctionne également dans d'autres régions d'Europe. Et dans le monde entier, bien sûr, il s'agit de la même chose : ne pas céder. Comme je le dis toujours, il faut un mouvement transnational, un mouvement mondial.

Chaque mouvement doit se connecter aux autres et apprendre des autres. Mais pas seulement. Il faut aussi voir où se trouvent, pour ainsi dire, les différents points faibles de l'État bunker, puis s'organiser consciemment en conséquence. Enfin, contre lui. Donc voilà ce que je dirais. Et, une dernière chose. Je pense qu'un autre point important, ici, c'est que tout cela implique aussi que nous devrions... que tous ces mouvements, je veux dire les mouvements de résistance et pour la paix, doivent déjà, en particulier ceux qui sont davantage dans les pays transatlantiques, commencer à envisager des idées de rechange, des institutions alternatives et d'autres façons d'organiser la société, au cas où. Voilà ce que je dirais.

#Pascal

Oui, parce que la chance, c'est quand la préparation rencontre l'opportunité. Alors, nous ferions mieux de commencer à nous préparer, afin de saisir le moment dès qu'il se présentera. Et pour les gens qui veulent vous retrouver, ils devraient avant tout aller, je pense, sur votre Substack, intitulé « Worthiness », où ils pourront lire ce formidable article : « L'OTAN 3.0 : l'âge transatlantique et l'essor de l'État bunker ». Vous avez même tendance à trouver de très belles images pour symboliser tout cela. Dix secondes seulement sur cette image.

#Nel Bonilla

Oh, oui, eh bien, c'est une image que j'ai trouvée. J'essaie toujours de réfléchir à... comment dit-on ? Des illustrations. Oui, des illustrations. Je regarde des illustrations, des œuvres d'art du XVIIIe, du XVIIe siècle, et ainsi de suite, tous les jours. Et dans cette image, on voit un château, une fortification sur une colline. Et je me suis dit que cette image était très appropriée pour cette idée d'un État-bunker en pleine montée en Europe. Je parle au sens métaphorique. Et puis, on voit aussi des gens allongés là, à l'extérieur. Je dirais qu'on peut peut-être les interpréter comme la population, les civils, qui regardent de l'extérieur cette structure menaçante se construire, pendant qu'ils continuent à vaquer à leurs occupations quotidiennes. Voilà l'idée derrière tout ça.

#Pascal

Oui, et l'État bunkerisé, tel qu'il est construit aujourd'hui, est peut-être nouveau. Mais l'idée de fortifier la société ne l'est certainement pas. Et sinon, les gens ont-ils d'autres endroits où aller que votre Substack ?

#Nel Bonilla

Oui, j'écris aussi, mais c'est plutôt destiné, disons, au public germanophone, sur nachdenkseiten.de. Et puis, bien sûr, sur Twitter. Dans chacun de mes articles, vous trouverez des liens vers mon Twitter ou mon compte Blue Sky. C'est là que vous pouvez me trouver.

#Pascal

Je veillerai à mettre ces liens dans la description ci-dessous. Pascal Lottaz, merci beaucoup pour votre temps aujourd'hui.

#Nel Bonilla

Merci.